



SOREAL MEDITERRANEE

28/40 avenue Henri Dunant

13700 MARIGNANE

Demande d'examen au cas par cas

Note de synthèse

Annexe 8.2 au cerfa n°14734*03





Rédacteurs

Objet	Société	Nom	Date	Visa
Rédaction		C.JACQUINET	30/05/2022	
Approbation	 SOREAL Méditerranée	F.G. HAOUAS		Cf. cerfa 14734*03



Table des matières

I. Objet	5
II. Présentation de l'établissement	5
II1. Renseignements administratifs	5
III. Site d'implantation	6
III1. Localisation.....	6
III1.1. Situation géographique	6
III1.2. Emprise foncière	6
III2. Conformité au plan d'urbanisme.....	7
III3. Affectation des constructions et terrains avoisinants.....	7
IV. Aménagements du site.....	8
V. Réglementation applicable.....	9
V1. Rubriques de la nomenclature des installations classées.....	9
V2. Listes des textes applicables.....	11
V3. Demande d'aménagement.....	12
V4. Agrément VHU.....	13
V4.1. Principes généraux	13
V4.2. Les outils.....	17
V5. Garanties financières	19
VI. sensibilité environnementale de la zone d'implantation	20
VI1. Inventaire	20
VI1.1. Eau/Nature et biodiversité/Site et paysage.....	20
VI1.2. Plans de Prévention des risques.....	22
VI1.3. Sites et sols pollués	23
VII. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet	24
VII1. Ressources	24
VII1.1. Prélèvement en eau.....	24
VII1.2. Matériaux	24
VII2. Milieu naturel	24
VII3. Risques.....	24
VII3.1. Risques technologiques	24
VII3.2. Risques naturels	24
VII3.3. Risque sanitaire	25
VII4. Nuisances	25
VII4.1. Déplacements/trafics.....	25
VII4.2. Bruit	25
VII4.3. Vibrations	26
VII4.4. Émissions lumineuses	26
VII5. Emissions.....	26
VII5.1. Rejets dans l'air	26
VII5.2. Rejets liquides	26
VII5.3. Autres effluents.....	26



VII5.4. Déchets.....	26
VII6. Patrimoine/cadre de vie/Population.....	27
VIII. Conclusion.....	27

Index

FIGURES

Figure 1 : Localisation	6
Figure 2 : Extrait du plan cadastral de la commune de Marignane	6
Figure 3 : Extrait du zonage PLU de Marignane.....	7
Figure 4 : Affectation des constructions et terrains avoisinants	7
Figure 5 : Aménagement projeté du site.....	8
Figure 6 : Cartographie PPRN Inondation de Marignane.....	22
Figure 7 : Cartographie PPRN « retrait-gonflement des argiles » de Marignane	23

TABLEAUX

Tableau 1 : Renseignements administratifs	5
Tableau 2 : Classement ICPE actuel.....	9
Tableau 3 : Classement ICPE projeté	10
Tableau 4 : Outils associés à l'activité VHU.....	18
Tableau 5 : zones de protection contractuelles et réglementaires	21
Tableau 6 : Émergences réglementaires	25

ANNEXES

Annexe 1 : Récolement de l'arrêté du 26 novembre 2012	12
Annexe 2 : Attestation de capacité CEMAFROID n°42571	16
Annexe 3 : Dispositions projetées de l'installation de traitement des VHU	18



I. OBJET

La société SOREAL Méditerranée exploite une installation de transit et traitement de déchets de métaux sur le territoire de la commune de Marignane. Pour ces activités, l'entreprise a été autorisée par arrêté préfectoral n°85-140/1-85A du 26 septembre 1985 modifié en dernier lieu par le courrier n°313-2019 ANT/A du 16 décembre 2019

L'établissement dispose également de l'agrément « centre VHU » n°PR 13 00066 D délivré le 15 janvier 2021 pour une activité portant sur une surface inférieure à 100 m².

Dans le cadre du développement de son activité VHU l'exploitant souhaite augmenter la surface dédiée à l'activité VHU et ainsi rentrer dans le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées.

Conformément à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, cette évolution est soumise à examen au cas par cas afin de déterminer la nécessité ou non d'une évaluation environnementale.

Les principaux enjeux environnementaux identifiés à ce stade sont recensés dans le document cerfa 14734*03 dont le présent document constitue une annexe.

II. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La société SOREAL Méditerranée est filiale à 100% de la société NG France créée en 2007. Celle-ci exerce directement ou au travers de ses filiales des activités de transit, regroupement et tri de déchets de métaux depuis plus de 10 ans.

II1. Renseignements administratifs

Les renseignements administratifs concernant l'installation sont présentés ci-après.

Raison sociale :	SOREAL Méditerranée
Forme juridique :	Société à responsabilité limitée (SARL)
N° d'immatriculation :	810 860 296 RCS Aix en Provence
Code APE :	3832Z
Adresse siège social :	38/40 avenue Henri Dunant 13700 MARIGNANE
Localisation de l'installation :	Idem
Département d'implantation :	Bouches du Rhône (13)
Activité principale :	Récupération de déchets triés

Tableau 1 : Renseignements administratifs



III. SITE D'IMPLANTATION

III1. Localisation

III1.1. Situation géographique

Le site est implanté sur la commune de Marignane (13700) en bordure de l'avenue Henri Dunant, sur un terrain localisé ci-dessous.

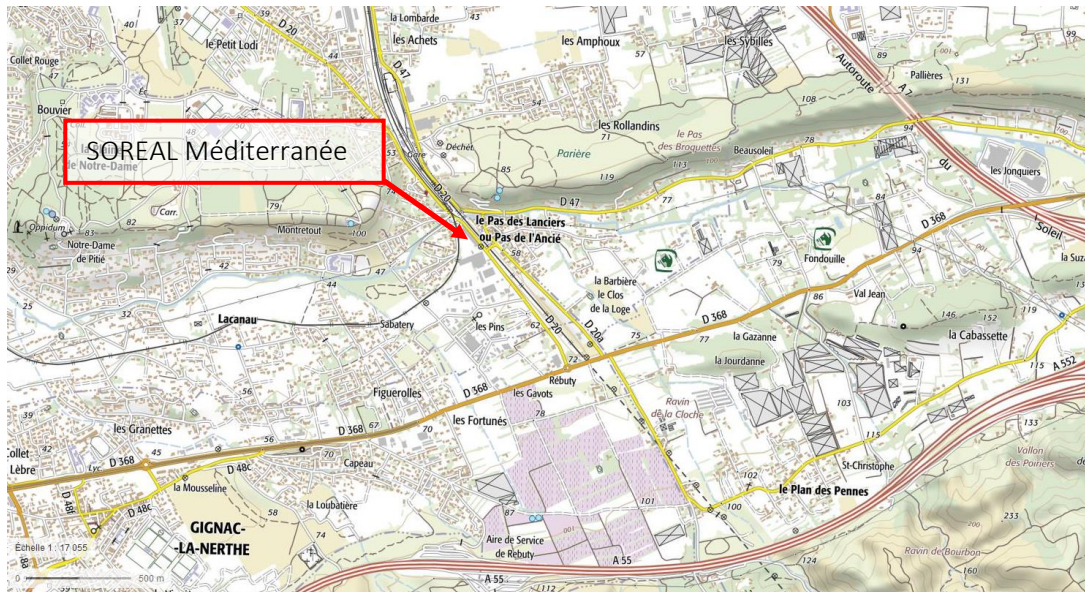


Figure 1 : Localisation

III1.2. Emprise foncière

L'établissement occupe les parcelles 369 et 373 de la section BB du cadastre de Marignane.



Figure 2 : Extrait du plan cadastral de la commune de Marignane

III2. Conformité au plan d'urbanisme

L'établissement est situé en zone UZ du PLU de la commune de La Crau.

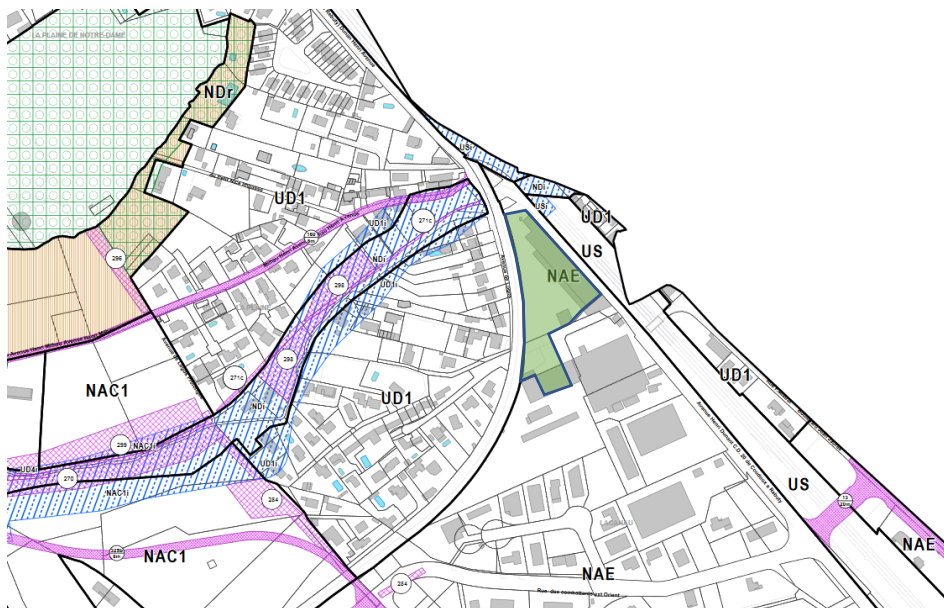


Figure 3 : Extrait du zonage PLU de Marignane

L'établissement se trouve en zone NAE de Marignane susceptible d'être aménagée en secteurs d'activité industrielle et commerciale.

Les constructions à usage industriel, y compris les installations classées y sont autorisées.

III3. Affectation des constructions et terrains avoisants

La figure ci-dessous montre l'affectation des terrains avoisants.

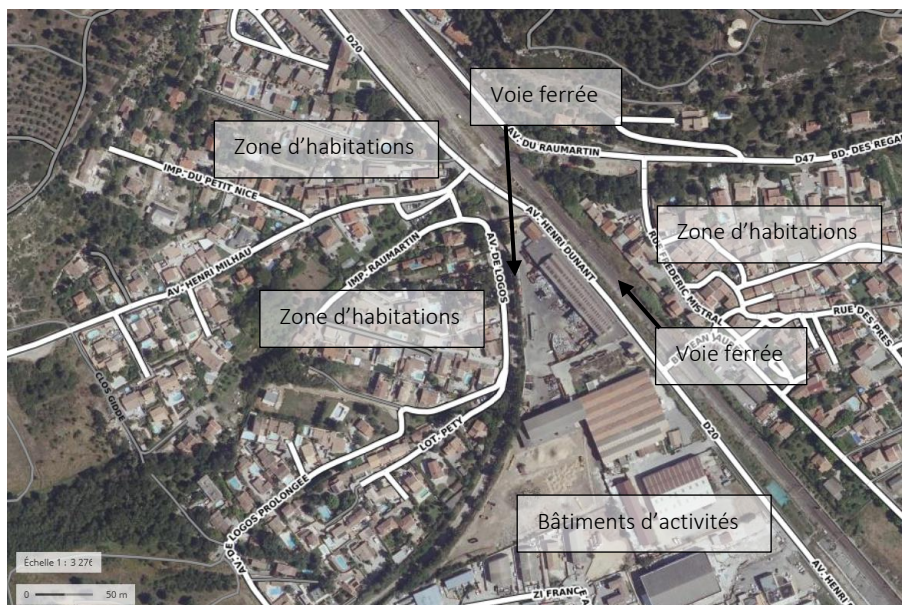


Figure 4 : Affectation des constructions et terrains avoisants



- ✓ A l'Ouest par une voie ferrée, l'avenue de Logos puis un quartier d'habitations ;
- ✓ Au Nord, l'avenue Henri Dunant puis un ensemble de voies ferrées ;
- ✓ A l'Est, l'avenue Henri Dunant puis un quartier d'habitation ;
- ✓ Au Sud, des bâtiments d'activités.

La figure ci-après présentent l'établissement dans sa configuration projetée.

Zone VHU

Plan de l'installation de la Zone VHU à l'aéroport de Pau-Méribet

Légende :

- Repérage photos
- Poteau Incendie
- Manœuvres véhicules
- Compteur d'eau
- Espaces vêts
- Mur anti-bruit hauteur=2m
- Mur monobloc modulaire Ht=4m
- Limites de propriété
- Cheminement PMR larg.=1.50m
- Algéco existants déplacés

Figure 5 : Aménagement projeté du site



V. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

V1. Rubriques de la nomenclature des installations classées

Par courrier n°313-2019 ANT/A du 16 décembre 2019, le préfet des Bouches du Rhône a actualisé le classement de l'établissement au titre de la nomenclature sur les installations classées telle que modifiée par le décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019. Ce classement est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2 : Classement ICPE actuel

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	A	15 tonnes
2710-2a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³	E	400 m ³
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	E	8500 m ²
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	A	15 tonnes
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	A	30 tonnes/jour



N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
(1) : A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; C : contrôle ; NC : non classé			

En outre la société SOREAL Méditerranée a obtenu la preuve de dépôt n°A-1-H7T67NM1S d'une déclaration portant sur la rubrique 2711-2.

Enfin par arrêté du 15 janvier 2021 SOREAL Méditerranée a également fait l'objet de l'agrément « centre VHU » n°PR1300066D. Cet agrément porte sur une surface d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage inférieure à 100 m².

Dans le cadre de la présente demande de cas par cas SOREAL Méditerranée souhaite augmenter la capacité de son installation relevant de la rubrique 2712-1 et ainsi relever du régime de l'enregistrement pour cette rubrique. Le classement de l'établissement au titre de la nomenclature sur les installations classées serait alors le suivant :

Tableau 3 : Classement ICPE projeté

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	A	15 tonnes
2710-2a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³	E	400 m ³
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	DC	200 m ³
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	E	1400 m ²
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	E	8500 m ²



N° de rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime ⁽¹⁾	Capacité
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	A	15 tonnes
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	A	30 tonnes/jour
(1) : A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; C contrôle ; NC : non classé			

Les activités projetées ne relèvent d'aucune des rubriques 3xxx introduite par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 susvisé.

Dans ces conditions, l'établissement n'entrera pas dans le champ d'application de la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et les dispositions de l'article R.515-59 dudit code ne s'appliquent pas.

V2. Listes des textes applicables

Les installations classées pour la protection de l'environnement sont soumises aux dispositions du code de l'environnement et notamment celles du Livre I et du Livre V - titre I (installations classées pour la protection de l'environnement) et titre IV (déchets).

En outre, l'exploitation de l'établissement relèvera des dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales suivants :

- Arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons,



plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Avec la mise en œuvre du projet, l'établissement entrera dans le champ de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé.

Afin de présenter les conditions d'application de cet arrêté par SOREAL Méditerranée, une grille de récolement des dispositions applicables est jointe en annexe.

Annexe 1 : Récolement de l'arrêté du 26 novembre 2012

V3. Demande d'aménagement

En application de l'article R.512-46-5 du code de l'environnement, il est demandé 2 aménagements aux dispositions de l'arrêté du 26 novembre 2012 [relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement].

Cette demande porte :

- ✓ Sur l'alinéa 2 de l'article 5 qui stipule :

« Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, habitations ou des zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme, à l'exception des logements habités par les salariés de l'installation. »

Les habitations les plus proches de l'installation de dépollution et démontage des VHU sont distantes d'environ 40 m. La distance de 100 m imposée par l'article 5 susvisé n'est donc pas respectée. Or les activités sont réalisées sous des structures couvertes mais non fermées.

Il convient toutefois de relever que les aménagements proposés permettent de supprimer entièrement l'impact visuel de l'installation depuis les habitations de proximité. L'établissement est en effet entièrement bordé d'un mur d'enceinte d'environ 5 m de haut. La présence de toiture sur les auvents permet également de protéger les habitations de l'impact visuel en surplomb de l'installation.

- ✓ Sur l'alinéa 3 de l'article 25 V qui stipule :

« En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. »

L'établissement dispose d'un système de confinement extérieur non doté d'un dispositif automatique d'obturation. Toutefois ce dispositif est par défaut en position fermée comme s'il s'agissait d'un dispositif interne. Cette configuration apporte un niveau de sécurité supérieur à celui que peut assurer d'un dispositif automatique d'obturation.



V4. Agrément VHU

V4.1. Principes généraux

L'agrément « centre VHU » de l'établissement relève de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

SOREAL Méditerranée dispose de l'agrément PR 13 00066 D délivré le 15 janvier 2021.

De ce fait l'établissement respecte déjà le cahier des charges annexé (annexe I) à l'arrêté du 2 mai 2012.

Les moyens techniques que met en œuvre SOREAL Méditerranée pour appliquer ce cahier des charges sont toutefois rappelés dans le tableau ci-dessous :

Dispositions techniques du cahier des charges « centre VHU »	Mesures proposées
<p>Procéder aux opérations de dépollution suivantes avant tout autre traitement du VHU :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;✓ les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;✓ les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;✓ les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;✓ le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;✓ les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;✓ les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;✓ les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.	<p>Démontage manuel</p> <p>Démontage manuel</p> <p>Neutralisation sur le véhicule</p> <p>Vidange des fluides par gravité Stockage en cuves sur rétentions individuelles</p> <p>Aspiration des fluides. Stockage en bonbonne étanche (matériel imposé par le certificat d'aptitude)</p> <p>Démontage manuel sur la base des indications fournies par les constructeurs (registre IDIS2)</p> <p>Démontage manuel sur la base des indications fournies par les constructeurs (registre IDIS2)</p> <p>Pneumatiques extraits avec une machine à démonter</p>
<p>Les éléments suivants doivent être extraits du véhicule :</p> <ul style="list-style-type: none">✓ les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si SOREAL Méditerranée peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;	<p>Retrait pour valorisation ou valorisation par le broyeur</p>



Dispositions techniques du cahier des charges « centre VHU »	Mesures proposées
<ul style="list-style-type: none">✓ les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si SOREAL Méditerranée peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;✓ le verre, sauf si SOREAL Méditerranée peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU.	Retrait pour valorisation ou valorisation par le broyeur Retrait pour valorisation (sous réserve de l'émergence d'un exutoire compatible avec l'économie générale de la filière VHU)
De contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible.	Traçabilité assurée avec le logiciel MKGT
D'effectuer les opérations de stockage de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.	Stockage des pièces sensibles dans le bâtiment d'exploitation
De n'autoriser que le personnel de SOREAL Méditerranée à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées ci-dessus.	Zone de dépollution des VHU strictement interdite au public.
SOREAL Méditerranée est aussi tenu de ne remettre : <ul style="list-style-type: none">✓ les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;	Engagement du demandeur
<ul style="list-style-type: none">✓ les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.	Ces déchets sont remis à des établissements autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées. Les principales filières envisagées sont : <ul style="list-style-type: none">✓ les récupérateurs agréés pour les huiles usagées ;✓ des centres de regroupement pour les autres fluides ;✓ les organismes de collecte proposés par les constructeurs pour les pneumatiques ;✓ le négoce pour les métaux et plastiques.
L'exploitant du centre VHU communiquera chaque année au préfet des Bouches du Rhône et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.	Engagement du demandeur (déclaration SYDEREP avant le 31 mars de l'année N+1 pour l'activité de l'année N)
L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.	Engagement du demandeur (disponible sur SYDEREP et sur le rapport de l'organisme de certification)
L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière	Engagement du demandeur



Dispositions techniques du cahier des charges « centre VHU »	Mesures proposées
L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.	Au moment de l'achat pour destruction d'un véhicule hors d'usage, SOREAL Méditerranée délivre un certificat de destruction au propriétaire du véhicule. Concomitamment, SOREAL Méditerranée procède à la destruction administrative sur le SIV. Lorsque la société SOREAL Méditerranée après avoir déclaré l'achat d'un véhicule, souhaite ultérieurement le faire détruire, elle émet un certificat de destruction. Concomitamment, elle procède à la destruction administrative sur le SIV
Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage seront aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;	Les VHU à dépolluer sont positionnés sur une aire entièrement étanche (dalle béton)
Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués seront revêtus, pour les zones appropriées comprenant à minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs	Toutes les surfaces étanchéifiées de l'établissement sont raccordées à un dispositif déboureur, séparateur d'hydrocarbures
Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers seront revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention.	Dépollution sous auvent dédié Stockage des liquides et pièces susceptibles de contenir des fluides sous auvent dans des contenants sur rétention (pour les fluides)
Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) seront entreposés dans des conteneurs appropriés.	Stockage en bacs ou bennes ADR étanches.
Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) seront entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention	Stockage en cuves sur rétentions individuelles à l'abri des pluies météoriques (sous auvent).
Les pneumatiques usagés seront entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques	Stockage en container fermé.
Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, seront récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées (dépollution réalisée à l'intérieur du bâtiment d'exploitation à l'abri de la pluie). Le traitement réalisé assurera que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci	Toutes les surfaces étanchéifiées de l'établissement sont raccordées à un dispositif déboureur, séparateur d'hydrocarbures



Dispositions techniques du cahier des charges « centre VHU »	Mesures proposées
Le demandeur tient le registre de police défini au chapitre I ^{er} du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.	Engagement du demandeur
L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés. Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.	Utilisation du bordereau de suivi référencé en annexe III de l'arrêté du 2 mai 2012. Archivage des bordereaux sur site
L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévues à l'article R.543-99 du code de l'environnement.	Attestation de capacité du CEMAFROID valable jusqu'au 20/06/2024 <i>Annexe 2 : Attestation de capacité CEMAFROID n°42571</i>

L'arrêté du 2 mai 2012 prévoit également l'atteinte de divers objectifs de réutilisation, recyclage et valorisation. Les dispositions envisagées par SOREAL Méditerranée pour respecter les taux imposés par ledit arrêté sont les suivantes :

Prescription	Justificatifs
Taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des VHU	Vente de pièces d'occasion Valorisation des plastiques Valorisation du verre Réutilisation des pneumatiques par l'intermédiaire des organismes mis en place par les constructeurs
Taux de réutilisation et de valorisation minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 5 % de la masse moyenne des véhicules	Valorisation complémentaire des plastiques par l'intermédiaire du broyeur agréé.

Pour l'année 2021 les taux propres à SOREAL Méditerranée ont été les suivants (source SYDEREP) :

- ✓ Taux de réutilisation et de recyclage : 4,16 %
- ✓ Taux de réutilisation et de valorisation : 5,71 %

En outre et en application des :

- ✓ 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement ;
- ✓ 10° de l'article R. 543-166 du code de l'environnement ;

l'exploitant d'un centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques (en particulier, la filière doit s'assurer que les performances des broyeurs à qui sont cédés



les véhicules hors d'usage additionnées aux performances obtenue par le centre VHU, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement ».


En 2020, SOREAL Méditerranée a valorisé ses carcasses pour partie auprès d'un broyeur agréé (société ROSSI à Montoux) et pour partie auprès d'une entreprise espagnole (VIUDA DE LAURO CLARIANA à Moulins de Rei).

Les ratios cumulés pour l'année 2021 ne sont pas encore disponibles. Le respect des taux de réutilisation et de recyclage imposé par l'arrêté repose toutefois sur les principes suivants :

Prescription	Justificatifs
Le taux de réutilisation et de recyclage, calculé sur une base annuelle, doit atteindre un minimum de 85 % de la masse totale des véhicules traités.	Selon des études récentes, la composition d'un véhicule dépollué en 2014 était la suivante : <ul style="list-style-type: none">▪ 80% de métaux ;▪ 16% de plastiques et caoutchouc ;▪ 3% de verre ;▪ 1% de fluides. Les métaux (80% du poids) font l'objet d'un recyclage intégral par le démolisseur ou le broyeur). Le démolisseur doit atteindre un taux de réutilisation et de recyclage minimum de 3,5%. Ce taux atteste de sa participation aux 5% de recyclage supplémentaires permettant l'atteinte du seuil de 85%. Les 1,5% manquants sont assurés par le recyclage des fluides, des pneumatiques et par le recyclage additionnel opéré par le broyeur (sur les plastiques notamment).
Le taux de réutilisation et de valorisation, calculé sur une base annuelle, doit atteindre un minimum de 95 % de la masse totale des véhicules traités	Le respect par le démolisseur du taux de 5% de réutilisation et de valorisation minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage (en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution), couplé au recyclage des métaux garantissent l'atteinte d'un seuil de 85% de réutilisation et de valorisation. Le complément pour atteindre 95% est potentiellement apporté par : <ul style="list-style-type: none">▪ La valorisation énergétique des huiles ;▪ Le recyclage des fluides ;▪ La valorisation matières assurée par le broyeur (plastiques notamment) ;▪ La valorisation énergétique de certains refus de broyage.

V4.2. Les outils

Les outils référencés au d) de l'annexe IV de l'arrêté du 2 mai 2012 précité sont présentés ci-dessous :

Outillages	Matériels utilisés
Poste de dépollution ou équivalent	
Dispositif de lavage des VHU	Chariots élévateurs






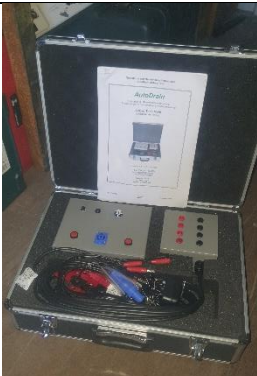
Outillages	Matériels utilisés
Dispositif de récupération des fluides	
Dispositif d'entreposage des fluides	
Perforateur de réservoir Dispositif de découpe du verre	
Equieppement dédié à la récupération des fluides frigorigènes	Attestation de capacité
Dispositif de neutralisation des composants à déclenchement pyrotechnique	

Tableau 4 : Outils associés à l'activité VHU

A ce jour l'établissement n'est pas équipé pour traiter les véhicules GPL. Ceux-ci ne sont donc pas acceptés.

Tous ces outils sont positionnés au sein de la station de dépollution positionnée sur le plan joint en annexe (plan exigé par l'annexe IV de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage).

Les batteries et les catalyseurs sont stockés dans le hangar 3.

Annexe 3 : Dispositions projetées de l'installation de traitement des VHU



V5. Garanties financières

Le projet relatif à l'activité VHU relevant de la rubrique 2712-1 portant sur une surface inférieure à 10 000 m² cette installation n'entre pas dans le champ d'application de l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Le calcul du montant des garanties financières reste donc inchangé (établissement non soumis à constitution).

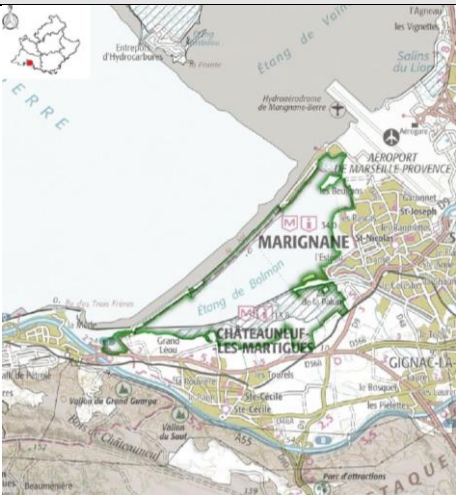
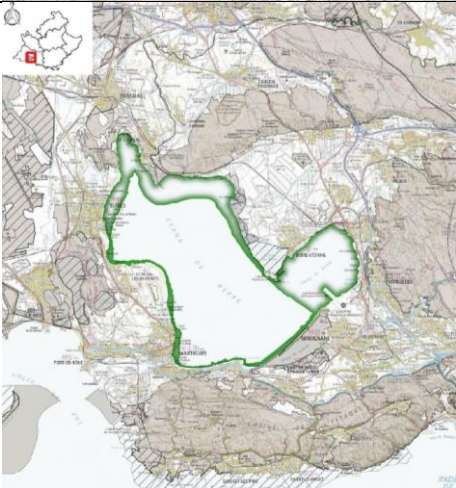


VI. SENSIBILITÉ ENVIRONNEMENTALE DE LA ZONE D'IMPLANTATION

VI1. Inventaire

VI1.1.Eau/Nature et biodiversité/Site et paysage

Les zones de protection contractuelles et réglementaires de la commune de Marignane sont présentées ci-dessous.

Protection réglementaire	Inventaire	Distance au site	Cartographie
ZNIEFF de type I ou II	Etang de Bolmon – Crdon du Jai – Palun de Marignane – Barlatier – La Cadière	~ 5 km	
	Etang de Berre, étang de Vaine	~ 5,5 km	
Arrêtés préfectoraux de protection de biotopes	S.O.	S.O.	S.O.
Parc national	S.O.	S.O.	S.O.
Parc naturel marin	S.O.	S.O.	S.O.
Réserve naturelle nationale	S.O.	S.O.	S.O.
Réserve naturelle régionale	S.O.	S.O.	S.O.





Protection réglementaire	Inventaire	Distance au site	Cartographie
Zone de conservation halieutique	S.O.	S.O.	S.O.
Parc naturel régional	S.O.	S.O.	S.O.
Zones humides délimitée	Étang de Berre	~ 1,3 km	
Zone de répartition des eaux	S.O.	S.O.	S.O.
Périmètre de protection rapprochée d'un captage destiné à la consommation humaine	S.O.	S.O.	S.O.
Périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau minérale naturelle	S.O.	S.O.	S.O.
NATURA 2000	Côte Bleue – Chaîne de l'Estaque (FR9301601) Marais et zones humides liés à l'Étang de Berre (FR9301597)	~ 1,6 km ~ 5 km	
Sites classés	S.O.	S.O.	S.O.
Sites inscrits	S.O.	S.O.	S.O.
Bien inscrit au patrimoine mondial	S.O.	S.O.	S.O.

Tableau 5 : zones de protection contractuelles et réglementaires



VI1.2.Plans de Prévention des risques

Il n'existe sur la commune de Marignane ni plan de prévention des risques technologiques ni plan de prévention du bruit.

Un plan de prévention du bruit est toutefois en cours d'élaboration pour l'aéroport de Marignane.

La commune de Marignane dispose :

- ✓ D'un plan de prévention du risque « inondation » :

Par arrêté du 20 octobre 2020, le préfet des bouches du Rhône a approuvé un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque « inondation » sur le territoire de la commune de Marignane.

La cartographie associée à ce plan est présentée ci-dessous.

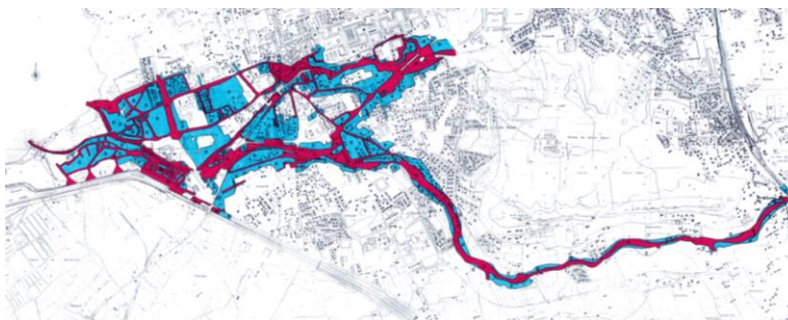


Figure 6 : Cartographie PPRN Inondation de Marignane

L'établissement SOREAL Méditerranée est positionné en dehors des zones rouges et bleues qui représentent les secteurs exposés.

- ✓ D'un plan de prévention du risque « mouvement de terrain » :

Par arrêté du 17 avril 1985, le préfet des bouches du Rhône a approuvé un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque « mouvement de terrain » sur le territoire de la commune de Marignane.

L'établissement SOREAL Méditerranée est positionné en dehors de toutes les zones à risque d'effondrement délimitées.

- ✓ D'un plan de prévention du risque « argiles »

Par arrêté du 14 avril 2014, le préfet des bouches du Rhône a approuvé un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque « retrait-gonflement des argiles » sur le territoire de la commune de Marignane. La cartographie associée à ce plan est présentée ci-dessous.

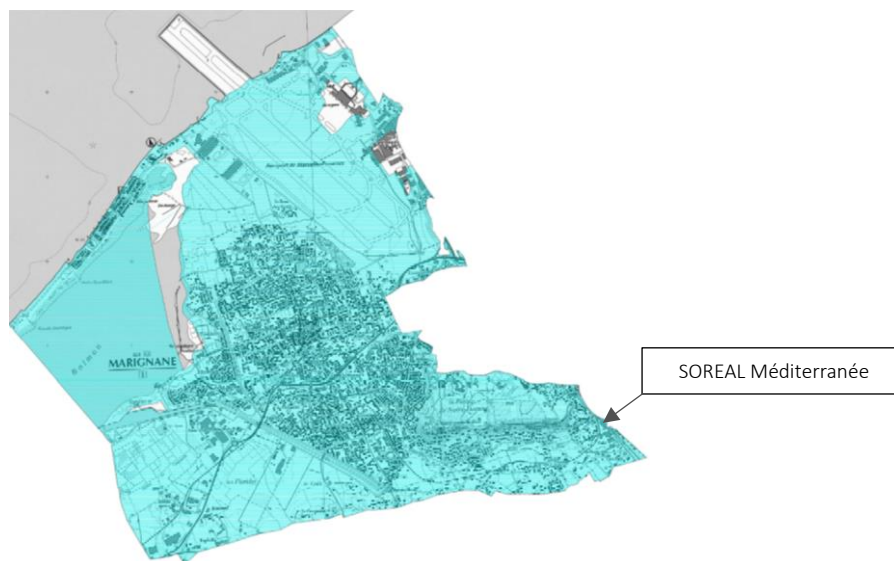


Figure 7 : Cartographie PPRN « retrait-gonflement des argiles » de Marignane

VI1.3.Sites et sols pollués

Le site qui abrite l'établissement est recensé dans la base « basias » relative aux anciens sites industriels.

Il abritait la société SOBRAL SAS anciennement MIMETAL qui exerçait les activités suivantes :

- ✓ Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ;
- ✓ Métallurgie des poudres ;
- ✓ Fonderie ; démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...).

Le site n'est toutefois pas recensé dans la base des sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (ex BASOL).



VII. CARACTÉRISTIQUES DE L'IMPACT POTENTIEL DU POJET

VII1. Ressources

VII1.1. Prélèvement en eau

L'extension en surface de l'activité VHU se fera sans effet notable sur la consommation en eau. Cette activité ne nécessite en effet aucune consommation particulière de la ressource en eau.

VII1.2. Matériaux

L'établissement SOREAL Méditerranée est entièrement aménagé. L'extension en surface de l'activité VHU ne nécessite aucuns travaux autre que la création d'une couverture en bac acier pour la zone concernée.

VII2. Milieu naturel

L'établissement SOREAL Méditerranée est entièrement aménagé et artificialisé. L'extension en surface de l'activité VHU se fera au détriment des autres activités de l'établissement. En conséquence, ce projet n'aura strictement aucune incidence sur la biodiversité existante (faune, flore, habitats, continuité écologiques).

Le projet se situe à environ 1,6 km de la zone « NATURA 2000 » la plus proche [Côte Bleue – Chaîne de l'Estaque (FR9301601)]. L'activité VHU de SOREAL Méditerranée ne peut en aucune façon présenter un impact sur cette zone.

Compte tenu de leur éloignement l'activité VHU ne peut pas d'avantage avoir une incidence sur les zones à sensibilité particulières décrites au §VI.1 ci-dessus.

VII3. Risques

VII3.1. Risques technologiques

A ce jour le site n'entre dans la zone d'effet d'aucun scénario accidentel associé aux activités voisines.

S'agissant de l'activité VHU, celle-ci est source d'un risque incendie similaire à celui-ci associé au stockage et au traitement du platinage de métaux présent dans l'établissement.

La protection de l'établissement contre l'incendie a fait l'objet de nombreux échanges avec le service prévention du SDIS en 2019 et 2020. La configuration retenue restera inchangée dans le cadre de l'extension des activités VHU.

VII3.2. Risques naturels

Les plans de prévention des risques naturels prévisibles en vigueur sur le territoire de Marignane sont rappelés au §VI.1.2. L'établissement se situe dans la zone faiblement à moyennement impactée (B2) du PPRN « retrait/gonflement des argiles ». Dans cette zone les nouveaux bâtiments doivent faire l'objet d'études géotechniques visant à assurer la stabilité des bâtiments vis à vis du risque de tassement différentiel.



Le site n'entre dans le périmètre d'aucun autre plan de prévention.

VII3.3. Risque sanitaire

La dépollution et le démontage des VHU n'engendre aucune émission chronique, dans l'air, dans l'eau le sol ou le sous-sol.

En conséquence le risque sanitaire engendré par le fonctionnement de l'établissement demeurera sans changement avec la mise en œuvre du projet.

VII4. Nuisances

VII4.1. Déplacements/trafics

L'établissement dispose déjà d'un agrément « centre VHU » et l'extension en surface de l'activité a surtout pour objectif d'améliorer la souplesse de fonctionnement du site.

Le trafic véhicule généré par l'établissement essentiellement associés aux petits apports ne devrait pas sensiblement évoluer avec le projet.

VII4.2. Bruit

Les émissions sonores de l'établissement sont réglementées par :

- ✓ L'article 38 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- ✓ L'article 25 de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces textes stipulent que les bruits émis par les installations classées ne doivent pas être à l'origine, dans les **Zones à Émergence Réglementée**, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

Tableau 6 : Émergences réglementaires

Niveau de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés.	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement (bruit ambiant) et lorsqu'elle est à l'arrêt (bruit résiduel).



Lors de la dernière campagne de mesures réalisées en janvier 2021 l'établissement respectait les émergences complémentaires.

La dépollution des VHU n'engendre pas d'émissions sonores significatives. La situation de l'établissement devrait rester inchangée avec l'avènement du projet.

VII4.3. Vibrations

L'activité VHU n'est la source d'aucune vibration particulière.

VII4.4. Émissions lumineuses

La mise en œuvre du projet sera sans aucun effet sur les émissions lumineuses de l'établissement.

VII5. Emissions

VII5.1. Rejets dans l'air

Seule la dépollution des circuits de réfrigération des véhicules peut être à l'origine d'émission atmosphérique de gaz à effet de serre. Ces gaz sont toutefois entièrement récupérés avec un outil dédié.

Pour ce faire SOREAL Méditerranée dispose de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Le projet n'apportera aucun changement sur ce point.

VII5.2. Rejets liquides

L'établissement dispose d'un dispositif débourbeur/séparateur d'hydrocarbures permettant de respecter les valeurs limites de rejet définies par l'article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012 précité.

Lors du contrôle réalisé sur un prélèvement effectué le 14 juillet 2021, l'établissement respectait l'ensemble des VLE imposées par l'article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012.

VII5.3. Autres effluents

Sans objet

VII5.4. Déchets

Pour mémoire, les déchets issus de l'activité de dépollution des VHU sont :

- Les huiles moteurs ;
- Les liquides de frein ;
- Les huiles hydrauliques ;
- Les liquides de refroidissement ;
- Les liquides lave-glace ;
- Les fluides frigorigènes ;
- Les filtres (à huile, à carburant) ;



- Les batteries ;
- Les pneumatiques ;
- Le verre.

Les modes de stockage et les filières de valorisation et d'élimination de ces déchets demeureront inchangées.

VII.6. Patrimoine/cadre de vie/Population

Compte tenu de l'absence de site classé ou inscrit à proximité de l'établissement, le projet ne peut pas porter atteinte au patrimoine architectural et culturel.

En l'absence de travaux de terrassement, le projet ne peut porter atteinte au patrimoine archéologique.

Enfin le site est implanté en zone industrielle sans aucun enjeu paysager.

VIII. CONCLUSION

Compte-tenu des caractéristiques du projet présenté à savoir l'extension de l'activité « véhicule hors d'usages » au sein d'un établissement existant dans la configuration :

- ✓ Établissement implanté dans une zone industrielle totalement anthropisée hors de toutes zones naturelles protégées ;
- ✓ De l'essor très limité de l'extension projetée au sein d'un établissement au périmètre inchangé ;
- ✓ De l'absence de travaux d'aménagement autres que la création des auvents de dépollution et stockage ;
- ✓ De l'absence d'impacts additionnels à ceux générés par les activités existantes ;

il apparaît que le projet semble pouvoir être dispensé de la réalisation d'une évaluation environnementale.



ANNEXE 1

Grille de récolement de l'arrêté du 26 novembre 2012



ANNEXE 2

Attestation de capacité CEMAFROID



ANNEXE 3

Dispositions projetées de l'installation de traitement des VHU